

## Gauches en Europe : le temps des recompositions<sup>1</sup>

Nous avons abordé dans une précédente réflexion la question d'une « gauche en déshérence idéologique » face à la « valeur travail ». Une gauche socialiste qui, délaissant les exigences réformatrices qu'appelle toujours le conflit capital-travail, laisse le champ libre aux forces conservatrices. Et une gauche qui se dit volontiers « alternative », que d'aucuns qualifient de « radicale », mais qui, prise en défaut devant les mutations technologiques, économiques et socioculturelles, manifeste surtout une grande impuissance à agir dans le champ du réel. Ces deux gauches, telles qu'elles se sont historiquement construites, sont en délicatesse avec les opinions. Avec le « mouvement social ». Parfois, en débandade. Soit parce que, comme la majeure partie de la social-démocratie, elle fait siens les dogmes par lesquels le libéralisme étend sa domination. Soit, et c'est souvent lié, parce qu'elle subit de sévères sanctions électorales (mais nous parlerons ici de l'Europe, d'évolutions électorales, donc quantifiables et tangibles. La donne est différente à bien des égards sur les autres continents, singulièrement l'Amérique latine).

Ces constats ne vont pas sans entraîner de profonds questionnements. Sauf à considérer que l'opposition est le lieu politique commun et définitif de la « vraie » gauche (ou que, comme le pensent certains, l'élection est un piège à cons, voire le signe d'un dangereux « déviationnisme bourgeois »), il y a urgence à s'interroger sur les moyens de reprendre pied dans le réel dans les conditions d'aujourd'hui. Les communistes ont parfois tenté d'explorer des pistes nouvelles, d'engager des expériences susceptibles de rendre une visée opérationnelle à un héritage fort riche. Mais de toute évidence insuffisantes pour leur permettre de peser sur les lieux de pouvoir (sauf, et pour peu de temps, dans des situations post-révolutionnaires, comme au Portugal et en Espagne. Ou, mais dans des conditions, disons, de grande « fragilité », comme en France ou en Italie). Rappelons, en vrac, sans faire trop d'Histoire – et surtout sans prétendre à l'exhaustivité -, le « moment eurocommuniste » qui, alors que déjà de profonds craquements ébranlaient le « camp socialiste » - et l'on vérifiera plus tard qu'ils lui furent fatals - tenta de repeindre un communisme occidental, libéré des réflexes « kominterniens », aux couleurs européennes (et même japonaises). D'ingérables difficultés en vinrent vite à bout. Evoquons, sur un plan national, l'expérience potentiellement porteuse, même si compliquée par de rudes combats internes, d'Izquierda Unida en Espagne. Notons que, plus « orthodoxe » dans le discours et les thèses, le Parti Communiste Portugais a renoncé, dès la révolution des œillets à se présenter sous ses couleurs, privilégiant une alliance électorale de différents courants rouges et verts –CDU- (sans éviter toutefois la naissance d'un parti concurrent à gauche de la social-démocratie, le Bloco de Esquerda). En Belgique même, il est utile de rappeler à nos jeunes membres ce que fut l'UDP (Union Démocratique et Progressiste) voici plusieurs décennies déjà, sur quelles bases, au départ de quels constats elle fut tentée. Il s'agissait bien de privilégier de larges alliances stratégiques à gauche. Ce qui, dans la situation si difficile des années 1980, quand nous perdîmes notre représentation parlementaire, nous mena à considérer que « la reconstruction du PC prend son sens comme constitution d'un point d'appui pour la formation à terme d'une force qui manque à la gauche et dont l'orientation stratégique serait le développement de la démocratie dans tous les domaines. »

### Gauches Unies, PGE

Cela étant rappelé, et pour ce qui nous concerne, est-il exagéré de penser que nous avons pour le moins peiné à passer à l'acte, sauf, peut-être, à deux reprises ? D'abord, dans les années 1990, en participant, avec enthousiasme pour certains, méfiance pour d'autres, à Gauches unies, une aventure porteuse, trop courte certes, mais dont les prémices étaient prometteuses parce qu'en phase avec notre constat, aujourd'hui toujours pertinent : une force politique manque à gauche pour rouvrir les voies de la réforme. Ensuite, en adhérant au Parti de la Gauche Européenne qui entend « contribuer à l'action politique de la gauche démocratique et alternative dans les Etats membres ainsi qu'au niveau européen, condition essentielle pour transformer les sociétés et vaincre le capitalisme d'aujourd'hui. » Et voit « le rôle de la gauche politique en Europe » comme visant à « former une large alliance sociale et politique, pour un changement radical de politique, en développant des alternatives et des propositions concrètes pour la transformation des sociétés capitalistes actuelles. »

---

<sup>1</sup> Note proposée à la fois aux membres du PC et, plus largement, au public de l'association pour initier une réflexion collective sur l'évolution de la gauche chez nous et en Europe.

Le PGE peut-il passer pour un avatar de ce que se proposa d'établir, en son temps, l'eurocommunisme ? On pourrait trouver cette question vaine. Sauf qu'il y avait là une tentative de libérer les communistes d'entraves paralysantes. Si elle ne put prendre son envol en une période complexe où des stratégies nationales divergentes la minèrent d'emblée, elle posa des questions qui continuèrent à creuser leur chemin. Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts, les acteurs de l'époque ont disparu, le « camp socialiste » et l'URSS ont explosé, une situation neuve à tous les égards s'est imposée. Et les faits se sont montrés têtus. Si têtus qu'il n'est pas inutile, au moment où nous essayons de tenir un congrès, de procéder à l'un ou l'autre bilan et de nous intéresser à ce qui se passe hors de nos frontières. Nous nous appelons Parti communiste (Wallonie-Bruxelles). Et nous appartenons à un club dont les membres sont de moins en moins nombreux.

### Revue des troupes

C'est tout simplement un constat. Mais un constat qui « doit interpeller ». De même que, sauf erreur, aucun de nos derniers élus municipaux ne l'est sur une liste labellisée « PC(W-B) », de moins en moins de PC en Europe militent électoralement sous leurs couleurs (du moins si l'on parle de ceux qui conservent une représentativité électorale). Et la plupart ont engagé un profond aggiornamento structurel et stratégique, dans les conditions propres aux différents pays. Petite revue des troupes : le Parti communiste grec ne fait pas partie du PGE, privilégie les contacts avec de mini-PC parfois exotiques ou des formations comme le PTB. Il est concurrencé sur sa gauche par Synaspismos (Coalition of Left, of Movements and Ecology) qui siège, lui, dans le PGE. Le Parti communiste portugais n'est pas membre non plus du PGE, contrairement au Bloco de Esquerda. Le Parti communiste d'Autriche a procédé à une profonde rénovation de sa ligne et est membre du PGE, comme notre parti, le PCF ou le PCE, mais celui-ci est partie intégrante d'Izquierda Unida. Le PCL n'est pas membre du PGE contrairement à Déi Lenk (La gauche) luxembourgeoise. Les partis tchèque et slovaque y ont un statut d'observateurs. Il s'agit donc de bien considérer que le Parti de la gauche européenne voit cohabiter des PC, désormais minoritaires en nombre, et des formations, pesant de poids divers sur leur scène nationale mais qui, post-communistes ou nées sur des bases différentes, tentent d'occuper politiquement le terrain à la gauche de la social-démocratie.

### Pays-Bas : un PS...socialiste

Nous citerons ainsi le Parti socialiste des Pays-Bas (le Socialistische Partij) qui, fort jaloux de son indépendance, ne siège pas au PGE, fut-ce comme observateur. Ses élus européens participent toutefois au groupe de la Gauche unitaire européenne-Gauche verte nordique. Il réalise, on le sait, des scores électoraux que tous les PC, sans exception, peuvent lui envier. Ce parti, dont le symbole est une tomate bien rouge, a fait campagne contre le Traité constitutionnel européen, ce qui lui a permis de conquérir la troisième place au Parlement néerlandais, en passant de 9 à 26 députés (sur un total de 150 au parlement). Le SP est le parti qui a obtenu le plus de gains alors que les travaillistes du PVdA, sociaux-démocrates, sont désormais menacés sur leur gauche. Le PS est issu de l'extrême gauche des années 68. Après avoir longtemps stagné aux élections aux environs de 1%, il a aggloméré divers groupes d'orientation marxiste ou simplement anti-libérale, des militants syndicaux excédés par les reculs permanents en matière sociale, des éléments de la gauche du parti travailliste, des militants associatifs, des altermondialistes. Le programme du Parti socialiste (SP) est intitulé « De meilleurs Pays-Bas pour le même prix ». Il prône des réformes économiques et sociales concrètes, par exemple une imposition accrue des revenus les plus élevés. Il propose un relèvement du minimum social de 10%, des transports publics gratuits pour les enfants de moins de 12 ans et les personnes âgées de plus de 65 ans, la gratuité de l'accueil des enfants, la possibilité pour les électeurs de renvoyer le gouvernement et un droit d'approbation des comités d'entreprise sur les salaires des dirigeants de leur entreprise. Il propose d'investir 11 millions d'euro dans l'enseignement, la lutte contre la pauvreté et le système de santé durant cette prochaine législature.

Le débouché de la gauche du non au référendum vers ce parti s'est réalisé de façon éclairante. « Il y a une différence fondamentale avec la campagne électorale d'il y a quatre ans, la confiance dans le parti socialiste a énormément augmenté. Cela prouve que les électeurs ne s'intéressent pas au duel entre Wouter Bos et Jan Peter Balkenende » a déclaré le leader du Parti socialiste Jan Marijnissen.

Voici ce qu'en dit la « Fondation Robert Schuman » peu susceptible de sympathie politique envers lui : « Jan Marijnissen est considéré dans les sondages comme la plus convaincante, la plus sympathique et la

plus intègre des têtes de liste. » La montée du Parti socialiste s'est bien faite au détriment des travaillistes. D'une législative à l'autre, 25% de l'électorat du parti travailliste sont passés au SP. Globalement la percée du SP renforce considérablement la gauche, y compris au Parlement alors que l'électorat de droite se polarise vers son noyau dur. Si le parti socialiste n'avait pas mené une campagne alternative au libéralisme, l'extrême droite aurait connu une progression encore plus nette dans les milieux laminés par les dégâts du « marché libre ».

### **Crise à la Belge**

« Ce n'est pas le Premier ministre qui compte mais la politique » répète volontiers Jan Marijnissen. Un utile rappel au vu des blocages en Europe et dans les Etats membres. La Belgique vit une crise politique profonde. Mais dont les éléments les plus graves semblent échapper aux observateurs apparemment tétanisés par la perspective, réelle ou supposée, de l'Etat belge, au point que la question de la « gouvernabilité » du pays est posée. Les affrontements partisans semblent se faire à fronts renversés. La Flandre, autrefois royaliste, se moque ouvertement de la Cour. Le PS de Di Rupo apparaît comme le garde-fou censé protéger la dynastie des vents mauvais. Cela, au nom de l'intégrité de l'Etat fédéral. De la « Belgique de papa » disait-on autrefois. Et c'est un leader nationaliste flamand qui constate, non sans pertinence, que, « si la survie de la Belgique dépend de la présence d'un roi, alors, elle est plus malade qu'on ne le croit. » Effectivement. La gauche social-démocrate et la démocratie-chrétienne du sud du pays verraient bien une refédéralisation des compétences régionales au nom de la défense des francophones. Et nie ainsi des décennies de luttes pour émanciper une Wallonie à la dérive du poids des conservatismes, au nom du fédéralisme démocratique et des réformes de structures anticapitalistes (voir la note de Jean-Pierre Michiels « Le Parti communiste et la question nationale »). Des notions apparemment passées de mode au boulevard de l'Empereur. Mais un jeu dangereux quand, d'une part, flotte chez certains comme une tentation de rogner les dotations aux entités fédérées pour financer une politique fédérale propice aux possédants. Ou quand, d'autre part, les réformes de l'Etat exigées par les partis dominants flamands visent en réalité à accélérer la libéralisation des soins de santé, des politiques de l'emploi, des pensions ou des transports publics. Une situation de blocage qui, en vertu d'une lecture néolibérale de la liaison entre réforme de l'Etat et réformes socio-économiques – et bien au-delà du nuage de fumée de Bruxelles-Halle-Vilvorde –, met en évidence l'absence d'alternatives à gauche (un illusoire « front francophone » gauche-droite ne peut évidemment lui servir de substitut), et qui elle, peut-être, accélérera l'explosion du pays.

A chaque pays, son cadre politique. Celui de la Belgique n'est assurément pas celui des Pays-Bas. Mais partout, la vague libérale appelle des réponses politiques nouvelles. Et la conjoncture politique est sans doute moins paralysée qu'il pourrait sembler. Ce dont semblent témoigner, dans des circonstances bien différentes, des évolutions en cours en Italie, en Allemagne ou en France.

### **Une gauche italienne en recherche**

En Italie, les Démocrates de gauche sont en passe de former un nouveau parti, le parti démocratique qui, de l'ais de Piero Fassino, un de ses leaders, se donne pour ambition « la disparition du vieux schéma tripolaire gauche, centre, droite » au nom d'un face à face bipolaire entre centre-gauche et centre-droit, la gauche historique étant ainsi appelée à gagner les poubelles de l'histoire. Liant organiquement des ex-communistes ayant achevé leur mue sociale-démocrate et des descendants de la Démocratie-chrétienne regroupés au sein de la Marguerite, ce parti serait le futur pivot obligé de la vie politique péninsulaire. Un peu comme si, en Belgique, PS et CDH convolaient en justes noces. Ou qu'en France, radicaux de gauche, centristes de Bayrou et socialistes faisaient de même. N'est-ce pas ce dont rêve presque tout haut Mme Ségolène Royal qui y voit le seul moyen de parvenir aux affaires ? Une alliance avec le centre-droit des plus hasardeuse, toutefois. L'exemple de l'Italie, précisément, montre que « le recentrage continu des DS depuis plus de dix ans s'est accompagné d'une érosion militante et électorale constante. » Accentuée, dans ce cas, par des scissions sur leur aile gauche (cfr « Scénarios pour une refondation » par Philippe Marlière. Le Monde du 9 juin 2007). Or, en Belgique comme en France, l'opposition gauche-droite reste aussi vivace qu'en Italie. N'est-ce pas ce qui explique essentiellement les résultats médiocres des PS belges et français ? De pair avec l'accent mis ici et là sur une refondation de la social-démocratie, disons d'inspiration blairiste ? « Une offensive idéologique pour (l') amener à renoncer à la lutte pour le socialisme

(combat contre un capitalisme de plus en plus débridé, défense d'un secteur nationalisé de l'économie, exigence de redistribution des richesses, etc. Des notions lénifiantes ('réformisme', 'socialisme du réel', 'social-démocratie') tentent de masquer les convergences avec le néolibéralisme, de favoriser la conversion du PS à une Europe sans muscle politique et de renforcer l'alignement atlantiste. » Constat sans concession qui résume assez bien la contradiction majeure qui mine la social-démocratie, prise au piège entre ses références au « social » et l'autoritarisme du marché.

### **Des conséquences pour l'Europe**

En Italie, les DS ont donc sauté le pas. Les leçons à en tirer dépassent le cadre politique de la péninsule. Elles atteindront, par exemple, le Parti socialiste européen, tiraillé en sens divers, mais aussi le Parti de la gauche européenne et ses membres. Car « la gauche italienne est au pouvoir. Mais quelle gauche ? » se demandait fin juillet l'Humanité (« La gauche italienne ne veut pas être sinistrée », Pierre Barbancey. le 27 juillet 2007). « L'Italie, dans son versant progressiste, n'en finit pas de faire son deuil du PCI ... D'alliance en alliance, scotchés à une conception totalement électorale de la vie politique, les DS ont fini par tourner le dos à une gauche de transformation. » Et provoqué de nouvelles ruptures avec le refus de l'aile gauche de s'intégrer à une aventure « à la coloration idéologique évidente » (Le choix du nom, Parti démocrate, est volontairement éloquent). D'où ce que la journaliste Luciana Castellina, fine observatrice de la gauche italienne, appelle « un processus d'unification de toutes les forces à la gauche du DS. » Certes, pour l'heure, « tous ont peur de se dissoudre. Même s'il y a des hésitations, c'est un processus qui est en marche et qui est populaire. » Cette structure, aujourd'hui informelle, regrouperait les dissidents officiels des DS, regroupés dans la Gauche démocratique, Refondation communiste, le PdCI, les Verts italiens et pourrait représenter 15% des votes. « Il faut être à l'initiative » plaident des syndicalistes réformateurs, comme Gianni Rinaldini, secrétaire général du puissant syndicat de la métallurgie, la FIOM-CGIL qui craint une balkanisation de son syndicat dans la crise actuelle entre les forces de gauche. Des discussions sont en cours autour du « projet de réunir toutes les organisations dans une nouvelle gauche. Ce n'est pas seulement une addition, mais une transformation. En Italie comme en Europe, la culture socialiste mais aussi celle qui pense le communisme doit se rénover et s'ouvrir à une autre culture politique ... parler d'un nouveau socialisme, celui du siècle présent avec les intérêts de classe des ouvriers, mais aussi de l'écologie, du désarmement, de la paix, du féminisme, une critique forte de la mondialisation», estime la députée Fulvia Bandoli, membre de la Gauche démocratique. En ces termes, les débats transalpins pourraient avoir des répercussions politiques dans l'ensemble de l'Europe.

### **Die Linke, un démarrage en fanfare**

Le glissement progressif de la social-démocratie, dans les conditions propres à chaque pays, ouvre le jeu politique. Scission et recomposition en Italie. Création d'un parti qui se veut authentiquement socialiste en Allemagne. Après deux ans de gestation, Die Linke (La Gauche) a vu le jour à la mi-juin à Berlin. Elle fusionne le Linkspartei-PDS, héritier rénové du SED, le parti Etat qui dirigeait la RDA et la WASG (Alternative électorale pour l'emploi et la justice sociale). Le premier, fort présent dans l'Est de l'Allemagne n'était jamais parvenu à s'imposer électoralement à l'Ouest. D'où l'intérêt qu'a constitué l'émergence, à partir de 2004, d'un partenaire potentiel avec la WASG, une initiative (lancée majoritairement par des syndicalistes, des « déçus du SPD » et des cercles altermondialistes) de résistance politique aux réformes antisociales inscrites dans le fameux agenda 2010 du social-démocrate Gerhard Schröder, alors chancelier. L'action de l'ancien président du SPD, Oskar Lafontaine, qui cultivait une relation forte avec Gregor Gysi, co-fondateur du PDS, a hâté le processus d'unification car, a-t-il justifié, il n'y a « pas d'avenir pour deux partis sur la gauche du SPD ». Les deux formations avaient déjà mené campagne ensemble aux dernières législatives, obtenant 8,7% au plan national et une cinquantaine de députés. Selon un sondage, Die Linke aurait un « potentiel électoral » de 24% et mobiliserait entre 10 et 12% des intentions de vote. Le congrès fondateur de La Gauche a élu Lothar Bisky (ex-président du Linkspartei.PDS) et Oskar Lafontaine (ex-dirigeant de la WASG) à la présidence bicéphale de la nouvelle formation. On y retrouve le caractère pluriel des deux formations et en particulier du Linkspartei. PDS au sein duquel étaient organisés de multiples groupes de travail, courants et autres plates-formes (écologiste, féministe, communiste, etc.).

Les « points saillants » du programme encore en devenir de Die Linke (celui-ci devrait être discuté et adopté d'ici un an) ont été ratifiés. Si les contenus ne sont donc pas encore précisés, la volonté de mettre la barre résolument à gauche est omniprésente. « Un changement de mentalité essentiel s'est opéré car les esprits sont ouverts désormais à l'Ouest à une critique du capitalisme », a relevé Gregor Gysi. « Oui, ce que nous voulons c'est poser la question du système », a renchéri Lothar Bisky. Oskar Lafontaine a soulevé, à plusieurs reprises, les applaudissements en plaçant, lui aussi, le curseur très à gauche. Il a évoqué ainsi tour à tour le besoin de « nationaliser les réseaux d'électricité et de gaz » (aujourd'hui dans les mains du privé), la nécessité d'élargir le droit de grève (aujourd'hui interdit à tout mouvement qui n'est pas strictement syndical et déborde sur le champ politique), le « déni de démocratie » que constitue le gouvernement de la grande coalition entre la CDU d'Angela Merkel et le SPD, alliés au Bundestag pour imposer « des orientations dont le peuple ne veut pas », sur le plan social, comme en politique extérieure avec la participation allemande à la guerre en Afghanistan.

Avec plus de 72 000 adhérents le nouveau parti, qui appelle au « socialisme démocratique », est devenu la troisième formation politique du pays. Pour le politologue berlinois Jürgen Walter, ces tendances traduisent en fait l'achèvement du processus de transformation du paysage politique initié, il y a près de dix ans, en 1998 par un certain... Gerhard Schröder : « La course vers le Nouveau Centre (Neue Mitte), selon le fameux slogan, brandi par l'ex-chancelier à l'époque pour justifier la mise en oeuvre de ses réformes néolibérales, a ouvert un espace politique à gauche dont le remplissage s'accélère. »

### **La social-démocratie défiée**

Pays-Bas, Italie, Allemagne. Voilà la social-démocratie européenne défiée sur le plan politique et stratégique. Confrontée, pour la première fois, peut-être, depuis les années 1920 et certes dans des conditions historiques fort différentes, à de puissantes scissions susceptibles de constituer une alternative forte sur le plan électoral. A l'Est, alors qu'en Slovaquie et surtout en Tchéquie, terres de longue tradition ouvrière, les partis communistes connaissent des résultats convaincants dans des conditions difficiles. D'autres pays voient poindre des expériences intéressantes. Nous citerons ici la Pologne où, absents du Parlement, des mouvements de gauche tentent de s'organiser contre les orientations réactionnaires du pouvoir en misant sur les résistances sociales. La mobilisation spectaculaire des infirmières en juin a été vécue comme un coup de théâtre. Alors que les médecins entamaient leur sixième semaine de grève dans près de la moitié des hôpitaux du pays, les infirmières, qui s'étaient gardées de se joindre à leur précédent mouvement, il y a un an, ont fini par entrer dans la danse à leur tour. Menacées par la police, elles ont reçu le soutien des mineurs de Silésie, menacés par les privatisations qui ont fait le déplacement jusqu'à la capitale pour venir les soutenir. La nouvelle a fait grand bruit. Quelques semaines plus tôt, les professeurs avaient manifesté pour de meilleurs salaires. «Le concept de gauche ou de socialisme est mal vécu, pourtant la population attend une politique sociale » note la philosophe Maria Szyszkowska, naguère membre du SLD, héritier du POUP, l'ancien parti au pouvoir dans la Pologne communiste, mais en pleine dérive libérale. D'où le paradoxe d'un gouvernement de droite élu sur une rhétorique sociale. Avec l'ambition de « lier le mouvement ouvrier aux grands enjeux de société », un congrès a réuni le 24 juin des partis de gauche, des plates-formes syndicales et des militants du SLD pour réfléchir à « une véritable alternative de gauche, en puissante union avec les syndicats. » Le chemin sera long, mais « ce congrès est le début d'un fait commun, un moment important » estime le philosophe.

### **France : questions ouvertes**

Et en France, notre grande voisine ? De difficiles réflexions sont en cours dans un climat de défaite électorale qui a tétanisé toute la gauche. Mais au moins le débat est-il ouvert, dont il est trop tôt pour imaginer sur quoi il débouchera. Tout au plus peut-on évoquer pour l'heure des hypothèses. Autour d'enjeux résumés comme suit par l'Humanité : « Le président tient d'une poigne de fer toutes les commandes étatiques, parlementaires et médiatiques, avec l'objectif d'enclencher à marche forcée la normalisation néolibérale du paysage national. À gauche, on s'efforce, à des degrés divers, pas toujours ou pas encore avec le souci d'exigence qui serait nécessaire, d'affronter les questions soulevées par le nouvel échec politique essuyé aux élections présidentielles et législatives. Le problème ne concerne pas seulement la gauche parlementaire, ses partis, mais toutes les forces, courants politiques, syndicaux, associatifs, altermondialistes et, plus généralement, les citoyens attachés

au progrès social et qui se reconnaissent dans les valeurs de transformation, dans les combats pour l'égalité, la justice constituant un héritage de l'histoire nationale et universelle. Le défi est à la hauteur de l'enjeu : la victoire de Sarkozy et, plus encore, le renouvellement idéologique de la droite qui l'accompagne sonnent-ils le glas, et pour longtemps, d'une véritable alternative politique et sociale dans notre pays ? Pressent-ils le pas d'une bipolarisation politique et institutionnelle qui écarterait du débat public la possibilité même du changement ? Accélèrent-ils la recomposition politique du Parti socialiste au centre ? Rendent-ils nécessaires une refondation organisationnelle des forces politiques et des partis se recommandant de la gauche ou des gauches ? Que deviennent les classes populaires dans ce paysage ? Seront-elles le cœur de cible de l'alternative politique ? » Autant de questions à proprement parler existentielles.